

Aux candidats à l'élection présidentielle

Questionnaire

1 - La République est laïque. C'est inscrit dans la Constitution. Le maintien de la paix civile en dépend. Faut-il dans ces conditions *introduire la notion de communitarisme* en retouchant la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905 qui permet à chacun d'exercer sa totale liberté de conscience?

2 - La fonction publique française doit-elle être maintenue et développée ou faut-il selon vous la remplacer par un service économique d'intérêt général laissant au secteur privé une place prépondérante?

Estimez-vous que l'Education, la Recherche, la Culture, la Santé et la Protection sociale, doivent au même titre que la justice, la police et l'armée, relever de la fonction publique d'Etat ?

3 - Le statut des fonctionnaires permet d'assumer les missions confiées à l'Etat, notamment par sa neutralité et pas son impartialité. Doit-il être remis en cause?

Est-il nécessaire de diminuer le nombre de fonctionnaires au risque de ne pas assurer la continuité du service public?

4 - Les fonctionnaires ont vu leur pouvoir d'achat diminuer de 6,2% depuis l'an 2000. Comment envisagez-vous le rattrapage de leur pouvoir d'achat puis la progression de leur salaire ?

5 - La décentralisation ne fait pas l'unanimité. Certains acteurs économiques pensent *pourtant* qu'il est nécessaire de transférer d'autres services aux régions. Est-ce aussi votre point de vue ou croyez-vous nécessaire de maintenir l'unité de la Nation grâce à un Etat plus fort qui gère la totalité de ses personnels y compris les TOS ?

6 - Face aux difficultés actuelles d'éducation et d'insertion des jeunes, l'école de la République doit se doter de moyens innovants efficaces. Ne serait-il pas temps de consacrer les fonds publics à l'école publique et que les écoles privées ne se financent que sur des fonds privés ?

7 - Depuis l'abandon de l'orientation fin de 5ème, le collège unique est en échec. L'école de la réussite nécessite-t-elle vraiment que tous les enfants entrent dans le même moule ? *L'école de la République se doit de réduire les sorties prématurées du système scolaire sans qualification, en contribuant à former l'homme, le citoyen, le travailleur. Envisagez-vous des voies d'égale dignité (voie générale, voie technique voie professionnelle) aux pédagogies différentes (pédagogie inductive, pédagogie déductive) qui offrent un choix à chaque jeune en fonction de ses capacités et de sa motivation ? Quelle politique éducative envisagez-vous ?*

8 - La formation professionnelle initiale à temps plein sous statut scolaire doit-elle être développée et selon quelle forme? Quels moyens envisagez-vous pour permettre à l'école publique d'assurer cette mission ?

9 - Que proposez-vous pour que la formation dite tout au long de la vie ne se fasse pas au détriment de la formation initiale ? N'est il pas dangereux pour les publics concernés de faire cohabiter Formation professionnelle initiale et continuée dans les mêmes lieux sans conséquences néfastes pour les publics qui sont concernés ?

10 - La réforme de 2003 a allongé la durée de cotisation pour financer la retraite. De nombreuses voix s'élèvent contre cette orientation qui n'a abouti qu'à réduire le montant des retraites et des pensions. Envisagez-vous de revenir sur cette réforme et comment ?

Quelles solutions proposez-vous pour financer durablement les retraites et pour en garantir le montant ?

11 - Le droit de chacun d'adhérer au syndicat de son choix est inscrit dans le préambule de la Constitution. Quelles propositions ferez-vous en matière de représentativité syndicale et comment envisagez-vous l'aide de l'Etat à cette liberté fondamentale : décharge de service, financement, formation ouvrière, évolution de la représentativité actuelle au sens du code du travail (monopole des 5 confédérations) ?

12 - Quelles nouvelles protections sociales peut-on instaurer pour les actifs sans précariser celles qui existent ? Pensez-vous remettre en cause la journée de « solidarité » du lundi de Pentecôte ? Comment tenir compte de l'allongement de l'espérance de vie face aux problèmes qu'entraîne le 4ème âge tout en préservant la prise en charge de ces personnes ?